

CHRONOLOGIE CRITIQUE DES POLITIQUES MIGRATOIRES EUROPEENNES*

ALAIN MORICE (CNRS-Université Paris-Diderot)

Mise à jour : 14 mars 2011**

A- CADRE JURIDIQUE				B- EVENEMENTS		
DATE	A1- TRAITES, ACCORDS, PROGRAMMES, CONVENTIONS	A2- DIRECTIVES, REGLEMENTS, RESOLUTIONS (REUNIONS)	A3- DOMAINE D'APPLICATION, OBJET	DATE	B1- DECLARATIONS, ANNONCES	B2- FAITS
1951	[Convention de Genève]		[Réfugiés]			
1957	Traité de Rome		- Création de la CEE à Six - Liberté de circulation des travailleurs			
1967	[Protocole de NY]		[Extension du droit d'asile]			
1985	Accord Schengen entre 5 pays membres		- Espace « Schengen » interne de libre circulation - Report du contrôle sur frontières extérieures			
1986	Acte unique		Libre circulation des « personnes » ó ce mot désignant implicitement les seuls citoyens européens		Simultanément, montée en puissance de l'association criminalité-immigration clandestine	Mise en place de groupes de travail destinés à prévenir les incidences de l'ouverture des frontières sur la sécurité intérieure
1990	Convention de Dublin		Déterminer un seul Etat responsable de la demande d'asile (éviter « asylum shopping »)			
1990	Convention de Schengen		(succède à l'accord de 1985)		La suppression totale des contrôles aux frontières est annoncée pour 1993 [cf. 1993]	
mars 1991	Premier accord de réadmission UE-pays tiers		Les pays de l'espace Schengen signent avec la Pologne un accord de réadmission [v. juin 2007 etc.]			

*Principales sources : migreurop.org ; gisti.org

**Reproduction libre avec mention de la référence (Titre, Auteur, Date de mise à jour)

déc 1991		Réunion des ministres de l'Intérieur des 12 pays membres de la Communauté (future UE)			On y déplore déjà la disparité des pratiques en matière d'asile : seule l'harmonisation permettra d'éviter que « la politique d'un Etat membre ait des incidences négatives sur celle des autres » [cf. déc 2009]	La problématique d'« harmonisation » correspond au souci de faire face à un « risque » migratoire urgent. Elle fera place à l'objectif de « communautarisation » fixé à Amsterdam [cf. juin 1997]
1992	Traité de Maastricht		Prévoit (art. 7A) un espace sans frontières intérieures, assurant la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes			Il reste la question épineuse des étrangers à l'UE y résidant
1992		Résolutions destinées à harmoniser les politiques d'immigration et d'asile	- Sur les « pays sûrs » - Sur les notions de « demande [d'asile] manifestement infondée » et de « fraude délibérée » à l'asile - Restreignant le regroupement familial et l'admission de travailleurs			
1993		L'UE sursoit à la suppression totale du contrôle des frontières			La Commission justifie cela par le souci de « concilier les exigences de la mobilité des individus [européens] avec la nécessité de contrôler le crime international et de réduire l'immigration »	
				1 ^{er} juin 1993	Le ministre français de l'Intérieur, Charles Pasqua, annonce : « L'objectif que nous nous assignons, compte tenu de la gravité de la situation économique, c'est de tendre vers une immigration zéro » [ensuite, v. janv à sept 2000, B1]	

juin 1994		Résolution « concernant la limitation à des fins d'emploi de ressortissants de pays tiers »	Mise en œuvre de la « préférence communautaire » en matière d'emploi, sauf nécessités sectorielles ou conjoncturelles contraires		On rappelle que le contexte de sous-emploi conduit les Etats de l'UE à renoncer à une politique d'immigration active »	
1995	Convention de Schengen		Entrée en application			
1996		Décision sur l'asile interne »	Maintenir les réfugiés dans les « zones sûres » de leurs propres pays			
1997	Convention de Dublin (suite)		S'applique à 12 Etats membres			
juin 1997	Traité Amsterdam (application : 1999-2004)	Conseil européen d'Amsterdam	Le bloc immigration + asile passe de la coopération intergouvernementale à la communautarisation des politiques sur 5 ans			
1999	Entrée en vigueur Amsterdam	Conseil européen de Tampere Pour la mise en œuvre de la communautarisation sur 5 ans [v. col. A3]	- Fixer des normes communes pour 2004 sur : -- l'asile -- la circulation des personnes -- l'intégration des migrants - (Dominera vite le 2 nd objectif : soit le contrôle des frontières)			
				sept 1999		Création du centre de Sangatte (France, Pas-de-Calais). Ce camp servira de lieu de passage de 63 000 à 80 000 exilés d'abord kosovars puis kurdes, irakiens, afghans etc vers la Grande Bretagne
				janv-mars 2000	Cette conclusion donne le signal de nombreuses déclarations pour une reprise de l'immigration. Les autorités italiennes et irlandaises font connaître leur opinion dans ce sens [et cf. juil et sept 2000]	Un pré-rapport du BIT puis une étude de la Division de la population de l'ONU évaluent les besoins en immigrants de l'Europe à 70 millions dans les 50 premières années du siècle.

juin 2000	Accord de Cotonou UE-79 pays du groupe ACP (Afrique Caraïbe Pacifique)		Comme bailleur de l'aide au développement, l'UE impose le principe d'une clause de réadmission de leurs ressortissants par les pays et prévoit de l'étendre aux migrants ayant transité par leur sol	juin 2000	Les chefs d'Etat de l'UE feignent de s'émouvoir, tandis que des commentateurs dénoncent ces « larmes de crocodile ». Plus tard, une ONG dira : « L'Etat et les passeurs sont des alliés objectifs »	- 58 chinois découverts morts asphyxiés à Douvres (GB) dans un camion en provenance des Pays-Bas - Le nombre des morts aux frontières est passé en dix ans de quelques dizaines à plusieurs centaines par an
				juil 2000	Le Commissaire européen Vitorino plaide pour une directive fixant des « règles minimales pour une immigration contrôlée » et réclame « de nouvelles procédures légales permettant aux immigrés d'entrer en Europe »	
sept 2000		Proposition de la Commission pour une directive « Procédures » d'asile	Il faudra plus de 5 ans pour que, sur des bases de plus en plus restrictives, les droits des demandeurs d'asile soient définis (cf. déc 2005)	sept 2000	Le président de la Commission, Romano Prodi appelle à cesser de faire une politique d'immigration, « à partir d'émotions », et précise : « Nous avons besoin des immigrés, mais ils devront être choisis, contrôlés et affectés à une place », (<i>scelti, controllati e collocati</i>). C'est la naissance du slogan « immigration choisie » [cf. fév 2006 ; 10-12 juin 2009]	
				fév 2001		Echouage de l'East Sea avec environ 910 « clandestins » sur une plage de Fréjus (France)
2001		Echec d'une directive « Emploi »	Les Etats membres ne parviennent pas à définir une politique commune d'admission de travailleurs migrants		A plusieurs reprises, des Etats rappelleront que la politique d'introduction de travailleurs étrangers doit demeurer du ressort de la souveraineté de chaque pays	

2001		Directive visant les transporteurs aériens, maritimes et terrestres	De lourdes sanctions financières sont instaurées contre les transporteurs acheminant vers l'UE des personnes dépourvues de titres en règle			
				[11 sept 2001]	Désormais terrorisme et migrations seront étroitement associés dans les discours publics	[Attentats de New York]
				16 déc 2001	La Commission déclare que la lutte contre le terrorisme devient une priorité : le processus législatif sur la politique migratoire européenne doit être revu en conséquence	
				fév 2002		Les ministres de l'Intérieur décident de mettre en place un corps européen de garde-frontières. Ses attributions et sa capacité d'intervention seront vite jugées insuffisantes (voir : oct 2004)
juin 2002		Conseil européen (sommet) de Séville	Définit deux objectifs principaux : - priorité absolue au plan de lutte contre l'immigration clandestine - désormais l'aide au développement sera conditionnée à la bonne volonté dont feront preuve les pays d'émigration à empêcher les départs vers l'Europe et à réadmettre leurs ressortissants	juin 2002 26 juin 2002	- Certains Etats membres, dont la GB et l'Espagne, réclament des sanctions contre les pays à risque migratoire. La France et l'Allemagne s'opposent. - Le journal français <i>Le Monde</i> titre ceci : « Les Quinze ne sanctionneront pas les pays d'émigration illégale »	[Rappel sur la notion d'« émigration illégale » : la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et d'autres textes internationaux rappellent que toute personne « a le droit de quitter tout pays, y compris le sien »]
				août 2002	- Le ministre français Sarkozy annonce la fermeture du camp de Sangatte - Négociations franco-britanniques sur le sort des occupants de ce camp	

				sept 2002	<ul style="list-style-type: none"> - Le HCR lance une opération de mise en cause de la Convention de Genève nommée « Convention plus » - Il appelle à la nécessité de « partager le fardeau » des réfugiés et de les maintenir au plus près du lieu de départ 	
				nov 2002	Objectif de Migreurop : connaître et dénoncer l'externalisation des politiques migratoires et l'enfermement des étrangers	Création du réseau Migreurop, qui deviendra une association en novembre 2005
				5 nov 2002	La décision de fermeture du camp de Sangatte est annoncée	Progressivement, les sortants n'ont plus le droit de revenir. Fermeture définitive à Noël 2002
				6 déc 2002	Le ministre Sarkozy déclare : « Nous mettons fin à un symbole d'appel d'air de l'immigration clandestine dans le monde »	
				janv 2003		Accord secret entre la Suisse et le Sénégal, lequel s'engage à accepter, moyennant indemnisation, tous les Africains renvoyés sur son sol. Ebruitée, l'affaire ne se fait pas.
18 fév 2003	Règlement Dublin II		Seul le premier pays atteint par le requérant d'asile est habilité à traiter la demande		Diverses ONG exprimeront de vives inquiétudes sur les atteintes aux droits consécutives à Dublin II [v. sept 2008]	Dublin II implique le renvoi des requérants d'asile vers le premier pays européen traversé [et cf. janv 2004]
				fév- 2003	<ul style="list-style-type: none"> - La GB propose d'instaurer à l'extérieur du territoire de l'UE des centres de transit et de tri des candidats à l'asile - Le HCR manifeste son intérêt puis récuse l'idée [v. juin 2003] 	Cette annonce résulte d'une « fuite » dans le quotidien <i>The Guardian</i> du 5/2/2003

2003		Début de la « Politique européenne de voisinage » (PEV)	Cogestion des frontières avec les pays limitrophes (notamment à l'Est) pour : - surveillance - échanges d'informations - formation des agents			
				2003		Début d'un dialogue, d'abord secret puis ouvert, de l'UE avec la Libye
fév 2003		Directive « Accueil »	- Définition de normes minimales d'accueil des demandeurs d'asile - Les pays sont libres de limiter les déplacements et l'accès à l'emploi des requérants			
juin 2003		Conseil européen (sommet) de Thessalonique	Reporte, sans la repousser clairement, la proposition britannique d'installer des centres de traitement des demandes d'asile au-delà des frontières de l'UE [cf. fév 2003]			
juil 2003		Loi dite 02-03 marocaine sur les étrangers	Instauration d'un crime d'« émigration illégale », entre autres			
				août 2003	Les ministres de l'intérieur allemand et italien relancent la proposition britannique [cf. fév et juin 2003] et invitent l'UE à créer et gérer des «portails d'immigration» situés à l'extérieur et chargés de trier les migrants et demandeurs d'asile	
sept 2003		Directive « Regroupement familial »	Après 3 ans de discussion sur un projet initialement libéral, des normes très restrictives encadreront le droit de vivre en famille			

janv 2004		Règlement Eurodac (entrée en application)	Base unique de données (empreintes digitales) destinée à rendre applicable le règlement Dublin II	janv 2004	- Le HCR propose de créer des « centres de réception » aux frontières internes de l'Europe, en vue de « désengorger les systèmes d'asile »	
fév 2004		Règlement européen créant un corps d'officiers de liaison immigration »	Ces agents des Etats membres seront détachés pour « assister » leurs collègues dans les aéroports des pays d'immigration (dépistage des faux papiers, identification des futurs « clandestins »)			
				11 mars 2004		Attentat de Madrid
4 juin 2004	Accord de réadmission UE-Sri Lanka		- Retour des personnes ayant quitté ou traversé ce pays pour se rendre illégalement en Europe - C'est le troisième accord signé par la Commission après ceux avec Macao (2002) et Hong Kong (2003)			
				juil 2004		- Affaire Cap Anamur : 37 réfugiés africains recueillis par un navire humanitaire allemand au large des côtes africaines sont d'abord rejetés par Malte et par l'Italie
				juil- août 2004	Le ministre allemand de l'Intérieur relance encore la proposition de créer des camps pour l'examen de demandes d'asile aux portes de l'UE	
				juil 2004	La Libye menace l'UE d'un déferlement d'Africains situés sur son territoire	

				juil 2004	Déclaration conjointe des ministres italien et allemand de l'Intérieur sur la nécessité d'une coopération avec la Libye	
				août 2004	Berlusconi se déclare, à Tripoli (Libye), favorable aux « centres d'accueil »	Visite du 1 ^{er} ministre italien Berlusconi en Libye
				oct 2004		Création de l'agence Frontex vouée à la surveillance des frontières de l'UE en coopération avec les pays tiers (opérationnelle en mai 2005)
				oct 2004		- En violation du droit international, l'Italie organise des retours collectifs de migrants vers l'Afrique - D'autres expulsions collectives auront lieu en mars 2005
nov 2004	Programme de la Haye (application : 2005-2010)		Créer un espace de « liberté, justice et sécurité » (JLS) autour de deux volets : - promouvoir une politique commune - développer la dimension externe de la politique de migration et d'asile Les questions liées à la sécurité (S) prédomineront Est rappelé le principe que la question d'immigration de travail est du ressort de la souveraineté de chaque Etat membre			
2005	Entrée en vigueur du Traité de Nice (2001) : principe de la codécision (Commission et Parlement)	Les décisions sur le contrôle des frontières, l'asile et l'immigration (sauf accès au travail) se prennent désormais à la majorité qualifiée				

janv 2005		La Commission publie un livre vert sur le travail migrant « Pour une approche communautaire des migrations économiques »			Globalement, les Etats membres ignoreront le Livre vert, malgré les efforts de la Commission. Est réaffirmée la souveraineté de chaque Etat membre en matière d'immigration de travail	
avr 2005		Le Parlement européen condamne sévèrement l'Italie pour les expulsions collectives		mars 2005		Nouvelles expulsions collectives de l'Italie vers la Libye, sans examen des dossiers individuels
				sept- oct 2005		<ul style="list-style-type: none"> - Plus de dix tués par balle lors de tentatives de franchissement collectif des barrières de Ceuta et Melilla, enclaves espagnoles au nord du Maroc - Les autorités marocaines convoquent la presse et déportent des Subsahariens dans le désert - Cet événement sera le point départ de nombreuses rafles dans les quartiers et dans les forêts où se regroupent ces exilés
				oct 2005	Le président sénégalais Wade annonce la mise en place d'un programme « REVA » de réinsertion des migrants refoulés d'Europe. Il conditionnera la réadmission au versement par l'UE de compensations financières	

déc 2005		Directive « procédures » d'asile	<ul style="list-style-type: none"> - Les Etats peuvent confiner les demandeurs dans des lieux spéciaux - La demande d'asile ne vaut pas droit à séjourner dans le pays - Sont prévues des procédures dérogatoires : rejet des demandes manifestement infondées, procédures accélérées et prioritaire - Parmi les critères de rejet, sont mises au premier plan les notions de « pays d'origine sûr », de « pays de premier asile » et de « pays tiers sûr » - Le droit à un recours effectif se heurte au fait qu'il n'est pas suspensif 		De nombreuses critiques de la directive sont émises par le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, le HCR et les ONG	Pratiquement, les Etats membres ne parviendront pas à se mettre d'accord sur une liste de « pays sûrs »
déc 2005		<ul style="list-style-type: none"> - Le Conseil Européen approuve le principe d'une « approche globale » des migrations - Sur cette base, l'Espagne s'engage dans une politique d'échange d'accords de réadmission contre l'ouverture de son marché du travail à des quotas de contrats pour les migrants des pays concernés 	<p>Cette approche porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travail en partenariat avec les pays tiers - lutte contre l'immigration clandestine - codéveloppement 			
				30 déc 2005		La police égyptienne ouvre le feu sur 2 000 réfugiés soudanais massés devant le siège du HCR au Caire
				2006		Frontex coordonne des opérations d'interception maritime le long des côtes ouest- et nord- africaines : Hera (Canaries) et Nautilus (Malte et Sicile)

				fév 2006	Le ministre de l'Intérieur français Sarkozy met son nouveau projet de loi sous le signe de l'« immigration choisie et non plus subie » [cf. sept 2000 ; 10-12 juin 2009]	
25 mai 2006	Accord de réadmission UE-Fédération de Russie		- - Retour des personnes ayant quitté ou traversé ce pays pour se rendre illégalement en Europe - A ce jour, la Commission est parvenue à faire signer seulement cinq pays tiers : Hong Kong, Macao, Sri Lanka, Albanie et Russie	mars 2006	Le commissaire européen Frattini déclare devant le Sénat français que la négociation d'accords de réadmission est difficile : quoique en théorie réciproques, « il est clair qu'en pratique ils servent essentiellement les intérêts de la Communauté. » Il évoque la nécessité pour l'UE de trouver des « carottes », c'est-à-dire des « incitations suffisamment puissantes pour obtenir la coopération du pays tiers concerné »	
mai 2006		Conférence des ministres de l'Intérieur de la Méditerranée occidentale (CIMO), dite « 5 + 5 » à Nice, sous la présidence de M. Sarkozy			M. Sarkozy, qui préside, salue « les efforts des pays de la rive sud de la Méditerranée pour contenir l'émigration illégale vers l'Europe »	
				juin 2006	<i>Le Soleil</i> (Dakar) titre : « L'Europe ferme nos frontières »	
juil 2006		1 ^{ère} Conférence euro-africaine « Migration et développement » à Rabat	Adoption d'un « plan d'action » liant le « codéveloppement » à la lutte commune contre l'immigration irrégulière			
nov 2006		Sommet Union africaine-UE sur la migration et le développement à Tripoli	Le président libyen soumet sa bonne volonté à contrôler ses frontières à la coopération économique de l'UE			

				mai 2007	Communication de la Commission « sur la migration circulaire et les partenariats pour la mobilité entre l'UE et les pays tiers »	
18 juin 2007	Accord de réadmission UE-Ukraine		- Réadmission par ce pays des personnes entrées irrégulièrement en UE et en provenant			Pratiquement, l'accord UE-Ukraine signifie la disparition du droit d'asile, les personnes étant refoulées à la source sans examen de leur situation
				juil 2007		Sept pêcheurs tunisiens, ayant secouru 44 personnes en détresse accostent en Italie, où ils sont emprisonnés et poursuivis pour « aide à l'immigration clandestine »
sept-déc 2006	Le Sénégal signe des accords migratoires avec la France, puis l'Espagne		Nommés « gestion concertée des flux » ou « mémorandum d'entente », ces accords viennent après la réadmission de 6 000 Sénégalais refoulés en 2006 depuis les Canaries			
août 2007		Règlement « RABIT » (<i>Rapid Border Intervention Team</i>)	Prévoit la mobilisation en urgence de garde-frontières de différents Etats membres en cas de risque d'« afflux massif » de migrants			
				sept 2007		- Mort de trois fillettes tchétchènes égarées dans la montagne polonaise après l'avoir franchie avec l'espoir de rejoindre la Slovaquie - Selon un recensement incomplet de Fortress Europ, ce sont environ 12 000 étrangers qui sont morts aux frontières de l'UE de 1988 à 2008, dont plus de 8 200 en mer et de 1 600 dans le désert

				juin 2008	Communication de la Commission sur une politique commune de l'immigration : principes, actions, instruments	
				21-22 juin 2008		Un Tunisien malade décède, faute de soins, au Centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes, le plus grand de France. Ce drame provoque une révolte, durement réprimée. Le centre doit être évacué avant d'être détruit par les flammes. Dix personnes seront arrêtées et inculpées [cf. 17 mars 2010]
30 août 2008	Traité d'amitié et coopération entre l'Italie et la Libye		Ce traité prévoit entre autres : - de renforcer la lutte conjointe contre l'immigration clandestine - de mettre en place un système de surveillance électronique des frontières maritimes libyennes, financé à 50 % par l'Italie (soit à hauteur de 500 millions \$) et les autres 50 % devant être sollicités auprès de l'UE		- L'Italie accepte, par ce traité « historique », de « dédommager » la Libye des trente années de colonisation qui ont suivi le débarquement de ses troupes à Tripoli en 1911. - Elle s'engage à apporter 5 milliards \$ à la Libye sous forme d'investissements en 25 ans, soit 250 millions \$ par an - M. Berlusconi : « Nous aurons ainsi plus de pétrole et moins de clandestins »	- La veille, M. Berlusconi était arrivé à Benghazi pour exprimer les regrets de l'Italie quant au passé colonial - Par ce traité, la compagnie ENI obtient la prorogation de ses contrats en Libye jusqu'en 2021 pour le pétrole et 2047 pour le gaz - Les investissements prévus bénéficieront tout à des sociétés italiennes
sept 2008		L'Algérie instaure le délit d'immigration clandestine	Cette mesure vise à endiguer les départs massifs de « harragas »			
sept 2008		Une résolution du Parlement européen critique sévèrement le fonctionnement du système Dublin II			[v. A2]	

oct 2008	Le Conseil (sous présidence française) adopte le Pacte européen pour l'immigration et l'asile		Le Pacte appelle à poursuivre la négociation d'accords de réadmission, « soit au niveau communautaire, soit à titre bilatéral »			
nov 2008		Conférence euro-africaine migration-développement à Paris	- Intitulée « Rabat II », elle prolonge la 1 ^{ère} conférence de juillet 2006 - L'application de la Politique européenne de voisinage (PEV) et les accords de réadmission sont au centre des discussions		La Commissaire chargée de la PEV déclare : « Les pays () du voisinage sont intéressés dans la facilitation d'octroi de visas ainsi que les perspectives de migration légale temporaire, mais l'UE a aussi des attentes en matière de réadmission et de protection internationale. »	
déc 2008		Directive « retour », dite « de la honte »	Définit les conditions de détention préalable et d'éloignement des étrangers (recul général de la protection des personnes)			Les Etats membres ont jusqu'au 24 décembre 2010 pour transposer la directive retour dans leurs législations nationales
	A ce jour, 11 accords communautaires de réadmission sont signés et 5 autres en cours de négociation [cf. 1 ^{er} mars 2011]			20 janv 2009	Par une lettre au président de la Commission, signée de 82 ONG issues de 20 pays, le réseau Migreurop exprime son inquiétude devant l'absence de transparence dans la négociation et dans l'application des accords communautaires de réadmission	Pratiquement (cf. 18 juin 2007), la signature d'un accord de réadmission avec l'UE signifie la fin du droit d'asile dans certains de ces pays, notamment quand existe la possibilité d'un refoulement immédiat
				mars 2009	Les autorités italiennes et européennes annoncent la mise en place de patrouilles conjointes impliquant des garde-côtes libyens pour mettre fin à ce type de drame	Naufrage meurtrier au large des côtes libyennes

14 mai 2009		Entre les refoulements groupés et la visite de Kadhafi à Rome [v. 10-12 juin 2009], le parlement italien adopte une loi qui crée un « délit d'immigration et de séjour » clandestins. La durée de rétention avant expulsion est portée de 2 à 6 mois. L'aide au séjour irrégulier devient passible de 3 ans de prison		6 et 10 mai 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Cette double opération [cf. B2], qualifiée par le ministre de l'Intérieur Maroni de « tournant historique », quoique non la première [cf. oct 2004 et mars-avr 2005] précède d'un mois la visite de Kadhafi à Rome. - Maroni ajoutera qu'avec ces expulsions, il travaille pour toute l'UE. Laquelle garde le silence, malgré diverses protestations. 	<ul style="list-style-type: none"> - 227 puis 240 migrants sont arrêtés en mer par la marine italienne et refoulés vers la Libye sans examen de leur situation au regard du droit d'asile, c'est-à-dire illégalement - A partir de cette date les renvois en mer deviennent la règle - Le nombre de refoulés atteindra 2 000 en septembre
				10-12 juin 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Dans un discours à Rome, Kadhafi qualifie les demandes d'asile de « mensonge répandu ». La Libye étant « la porte d'entrée de l'immigration non souhaitée » [cf. fév 2006 ; sept 2000], il demande des moyens pour la stopper - Il appelle l'Europe à se convertir à l'islam 	<ul style="list-style-type: none"> - Le président Kadhafi est reçu en grande pompe en Italie par le président du Conseil Berlusconi. Accueil plus réservé du Parlement et de la presse - Des observateurs estiment que seulement 5 à 7 % environ de l'immigration étrangère arrive en Italie depuis les rives de la Libye ou de la Tunisie
				juin 2009	<ul style="list-style-type: none"> A l'occasion de la présentation de son « Plan Afrique 2009-2012 », l'Espagne évoque le nécessaire contrôle des migrations et annonce la livraison à la Mauritanie d'un avion militaire pour renforcer la surveillance des côtes qui s'ajoutera aux dons précédents (4 patrouilleurs et un hélicoptère) 	

				août 2009	L'Italie appelle les pays de l'UE à apporter une réponse commune aux problèmes de l'immigration clandestine. « Nous devons considérer cela comme un problème européen. L'UE a fait beaucoup de déclarations (...) mais elle n'a toujours pas dit ce qui doit se passer quand un groupe de migrants atteint les frontières de l'Europe », a dit le ministre italien Franco Frattini	Découverte au sud de la Sicile d'un canot à la dérive transportant cinq Erythréens. Ceux-ci, qui avaient quitté la côte libyenne fin juillet, ont raconté avoir assisté impuissants à la mort de leurs 73 compagnons, qui auraient succombé à la faim et à la soif en trois semaines d'errance entre l'Afrique et l'Europe.
				30 sept 2009	L'Association malienne des expulsés (AME) à Bamako dénonce les sévices subis par ses compatriotes dans les prisons libyennes	- La Libye expulse 153 Maliens. - Deux autres vagues d'expulsions auront lieu les 9/12/2009 (149) et 3/5/2010 (150)
				oct 2009		Une firme italienne emporte un appel d'offre de 300 millions € pour la sécurisation électronique de l'immense frontière sud de la Libye avec le Soudan, le Tchad et le Niger. Les fonds, sur trois ans, seront italiens et européens
				15 oct [B2] 30 oct [B1] 2009	- Le Sommet de Bruxelles évoque « la possibilité d'affréter régulièrement des vols de retour communs financés par l'agence Frontex » - Le président Sarkozy se félicite : « C'est un progrès considérable (í) Il faut aller plus loin, je veux des gardes-frontières européens »	- La Grande Bretagne et la France organisent un vol conjoint vers Kaboul pour expulser 24 + 3 réfugiés afghans à qui l'asile a été refusé - Un nouveau vol conjoint sera organisé à la mi-décembre (21 + 9 Afghans)

				déc 2009	Le commissaire Jacques Barrot déclare : « L'objectif européen est de disposer, pour 2012, d'une procédure unique d'instruction des demandes d'asile. Ce sont les disparités de nos législations qui créent des appels d'air » [cf. déc 1991]	
				janv 2010	On annonce que l'UE négocie la révision de l'article 13 des accords de Cotonou [cf. juin 2000] : un pays ACP serait désormais astreint à faire la preuve qu'une personne expulsable n'est pas son ressortissant, faute de quoi l'expulsion serait de droit. On pourrait ainsi se passer d'accords de réadmission	[- Le Premier ministre israélien Netanyahu donne son accord pour la construction d'un mur le long de la frontière égyptienne pour stopper les réfugiés, notamment ceux qui viennent de la Corne de l'Afrique - Selon Amnesty, 28 personnes ont été abattues par la police égyptienne dans ce désert en 2008, et 20 en 2009. Les nombres réels seraient supérieurs]
				17 mars 2010	« C'est un jugement très politique, qui suit les réquisitions à peu près à la lettre », dit une avocate, qui déclare son intention de faire appel	[cf. 21-22 juin 2008] En France, le procès des prévenus de Vincennes se solde par de lourdes peines de prison ferme (de 3 ans à 8 mois)
mai 2010	Accord Grèce-Turquie		Renvoi en Turquie des migrants irréguliers			La Grèce, selon Frontex, arrive en tête des entrées irrégulières dans l'espace européen
juin 2010	Accord UE-Géorgie		- Délivrance de visas facilitée - Réadmission par ce pays des personnes en séjour irrégulier sur le territoire européen			
				1 ^{er} juil 2010	Le HCR demande plus de cohérence dans les politiques d'asile des divers pays de l'UE	

				1 ^{er} juil 2010	Le HCR demande que Dublin II ne soit pas appliqué « lorsqu'un Etat est confronté à des pressions particulières que son système d'asile ne peut gérer »	
				28 juil 2010	Le président Sarkozy fustige publiquement « les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms »	C'est le point de départ d'une campagne de démantèlement de camps et d'expulsions massives de Roms roumains et bulgares
				août 2010	« Les enfants ne doivent pas devenir un moyen d'obtenir un visa de séjour pour les parents. (í) Les pays européens ont pris des mesures beaucoup plus dures contre les illégaux », commente le gouvernement israélien	Israël expulse 400 enfants africains et asiatiques
				28 sept 2010	L'opération, d'un coût estimé à 100 000 €, est la première d'une longue série : 40 charters Frontex sont programmés pour 2011	Premier charter entièrement affrété par Frontex au départ de Varsovie, avec à bord 56 Géorgiens expulsés de quatre pays de l'UE
7 oct 2010	Accord de réadmission UE-Pakistan		Réadmission par ce pays des personnes en séjour irrégulier sur le territoire européen			La discussion avec le Pakistan a commencé en 2000
7 oct 2010	L'UE signe avec la Libye un accord de coopération		- Combattre l'immigration clandestine et renforcer (<i>sic</i>) les droits des réfugiés - 50 millions € sont alloués par l'UE à Tripoli dans ce but		- La commissaire Malström se félicite de cet accord - Elle estime à 1,5 millions les « clandestins » qui attendent en Lybie pour passer en Europe	L'estimation de Mme Malström est incompatible avec celle de Frontex [cf. 25 oct 2010]
				25 oct 2010	Selon Frontex, plus des trois quarts des 40 977 personnes interceptées aux frontières de l'UE au cours du premier semestre 2010 sont entrées via la Grèce, surtout en provenance de Turquie	On apprend que la Grèce demande l'intervention d'une équipe RABIT [cf. août 2007] à sa frontière orientale pour faire face à un afflux de migrants transitant par la Turquie

				nov 2010	La représentation du HCR à Athènes déplore la crise « humanitaire » qui frappe les migrants, notamment dans les camps. Elle fait savoir que le gouvernement grec avoue ne plus être maître de la situation, ni sur terre, ni dans les îles de la mer Egée	- 170 garde-frontières de Frontex issus de tous les pays de l'UE sont à pied d'œuvre sur la frontière gréco-turque dans le cadre de l'opération RABIT [cf. 25 oct 2010], à des fins de capture, identification et renvoi des migrants La commissaire Malström et le ministre français Besson se rendent sur place
29 nov 2010		Ouverture à Tripoli (Libye) du sommet Europe-Afrique, rassemblant 80 dirigeants de ces deux continents			- Kadhafi fait monter l'enchère : il réclame à l'UE « au moins 5 milliards € par an » pour stopper l'immigration clandestine, faute de quoi « la Libye ne sera plus le garde-côte de l'Europe » -Il précise ainsi la menace : « Demain peut-être que le futur de l'Europe sera noir et non plus blanc et chrétien car ils sont des millions à vouloir y aller » ; il conclut que « nous ne savons pas ce qui se passera, quelle sera la réaction des Européens blancs et chrétiens face à ce flux d'Africains affamés et non instruits »	- La presse ne mentionne aucune réaction des participants africains au racisme des propos du dirigeant libyen
1 ^{er} janv 2011	Accord de réadmission UE-Turquie		Ce pays reprend les « clandestins » ayant transité par son sol		La Turquie déclarera soumettre la signature à une libéralisation du régime des visas vers l'UE	Par rapport à la Grèce, on est dans une stratégie de refoulement plutôt que de réadmission [cf. mai 2010]
				janv 2011		La « grande chambre » de la Cour européenne des droits de l'homme condamne la Belgique pour avoir expulsé un réfugié afghan vers la Grèce en application de Dublin II

				11-14 fév 2011	<ul style="list-style-type: none"> - Le ministre de l'Intérieur Maroni annonce que ces « clandestins » seront rapatriés - Il va demander de pouvoir déployer des militaires italiens sur les côtes tunisiennes - Le gouvernement proclame l'« état d'urgence humanitaire » et réclame des patrouilles de Frontex 	<ul style="list-style-type: none"> - Environ 5 000 personnes débarquent à Lampedusa en provenance de Tunisie, 4 semaines après la chute du dictateur Ben Ali. Les autorités italiennes commencent par refuser d'ouvrir le centre d'accueil, fermé depuis 1999. Des migrants sont expédiés en Sicile et sur le continent
				20-21 fév 2011	<ul style="list-style-type: none"> - La Libye menace de ne plus coopérer dans la lutte contre l'immigration « irrégulière » si l'UE continuait à « encourager » les manifestants. - Le président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) estime que les accords entre l'UE et la Libye « doivent être respectés quel que soit le régime » 	<ul style="list-style-type: none"> - Révolte populaire de grande ampleur en Libye - Début de l'opération HERMES de Frontex entre la Tunisie et l'Italie. Objectifs : intercepter les navires au large de la Sicile ; à Lampedusa, identifier le lieu de provenance des migrants ; aider l'Italie à organiser leur renvoi ; identifier les réseaux de « passeurs »
1 ^{er} mars 2011	A ce jour, 13 accords de réadmission sont signés par la Commission et 4 ou 5 en discussion		Accords signés avec : Macao, Hong Kong, Sri Lanka, Albanie, Russie, Ukraine, Serbie, Monténégro, Macédoine, Bosnie, Moldavie, Pakistan, Géorgie			Accords en discussion avec : Chine, Maroc, Turquie, Algérie et sans doute Cap Vert
				3-12 mars 2011	<ul style="list-style-type: none"> - Une centaine d'organisations d'Europe, d'Afrique et de Turquie lancent un « Appel pour une intervention solidaire de l'Union européenne en Méditerranée » - Pour éviter un afflux de réfugiés en UE, Sarkozy veut des « zones humanitaires » dans ces pays 	Depuis février 2011, par dizaines, puis par centaines de milliers, des réfugiés de toutes nationalités venus de Libye se pressent aux frontières avec l'Égypte et avec la Tunisie

